



# PERSPECTIVES

## LES OBJETS DE 2009

Du bateau de Tony Accurso, où le copinage est de mise, à la seringue pointue du vaccin qui immunise, du vélo Bixi jusqu'au nez rouge dans l'espace, sans oublier la cravate des criminels, l'année qui s'achève fut marquée par des objets petits et grands qu'on n'oubliera pas de sitôt. Sur trois pages, suite et fin de notre série sur les objets de 2009.



### Le nez

La planète a souri quand Guy Laliberté a enfilé son nez rouge en orbite. Mais l'appendice clownesque, détourné ici pour une bonne cause, l'eau, n'a pas su éclipser la minceur de la mission sociale poétique du fondateur du Cirque du Soleil, qui s'est soldée par une œuvre planétaire un peu trop convenue au goût de plusieurs.



### Les chaises

Il y a maintenant beaucoup trop de monde autour de la table lors des rencontres internationales pour le nombre de chaises qu'on y trouvait. Le G8 a perdu de son influence et les experts estiment que c'est maintenant au sein du G20 que les décisions se prennent. Le monde change. Le Brésil, grâce à son poids économique et surtout à son président Lula, a officiellement pris la tête des pays émergents sur la scène internationale. Concurrentement, la Chine et l'Inde ont fait leur entrée parmi les grands, entre autres à Copenhague. Et, pendant ce temps, on a appris que les organismes internationaux ne considéreront bientôt plus le Chili comme un pays en développement...



### Le panier

Le Canada y a goûté d'un bout à l'autre, à l'instar des États-Unis et d'innombrables économies ailleurs dans le monde. Le vent de récession déclenché par l'engourdissement de l'économie américaine a soufflé aux quatre coins de la planète. Au Québec, par exemple, 70 000 emplois ont disparu entre novembre 2008 et septembre 2009. L'année 2010 devrait être meilleure. Mais n'oublions pas une chose: pour relancer l'économie alors que les consommateurs font relâche du panier, les gouvernements ont ouvert les vannes. Et sont revenus à des déficits qu'il faudra éponger un jour.



SOURCE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

## Le gros chèque partisan

### Le gouvernement conservateur contourne les règles pour faire son autopromotion ou pour se protéger

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — L'histoire a fait sourire: en octobre, les députés conservateurs Gerald Keddy et Colin Meyes sont pris en flagrant délit de partisanerie en ayant apposé le logo bleu et rouge de leur formation politique sur un chèque surdimensionné présenté lors d'une cérémonie de remise de subvention gouvernementale. Les députés enthousiastes sont rappelés à l'ordre par leur patron, mais les libéraux découvrent vite 181 autres exemples impliquant 55 élus conservateurs qui ont eux-mêmes «signé» les chèques symboliques.

Des plaintes sont déposées auprès du commissaire à l'éthique. Des députés conservateurs se disent mêmes inconfortables à propos de ces chèques qui ne ressemblent pas à ceux du gouvernement. Un comité parlementaire se penche sur la question, mais il se fait dire par deux hauts fonctionnaires que la pratique de signature ne contrevient pas aux règles en place.

L'histoire aurait pu n'avoir qu'un caractère anecdotique si ce n'avait été... de la grippe A(H1N1). Des journalistes découvrent qu'Ottawa dépensera au total 6,5 millions de dollars en publicités pour informer les Canadiens au sujet des meilleurs moyens d'éviter la contamination. En comparaison, la campagne de promotion du plan de relance économique conservateur coûte 34 millions de dollars. Elle renvoie en outre au site Internet [actionplan.gc.ca](http://actionplan.gc.ca) (ayant coûté deux millions) placardé alors de pas moins de 40 photos de Stephen Harper. À la suite de reportages, une trentaine d'entre elles sont retirées.

En guise de toile de fond à tout ce brouhaha, alors que s'accroît la rumeur électorale, les pancartes bleues et vertes du «plan d'action économique du Canada» poussent comme des champignons. À un prix unitaire variant entre 800 et 7000 \$, la facture totale peut atteindre 45 millions de dollars. L'empressement du gouvernement à les faire ériger étonne: une entreprise culturelle de Montréal confie au *Devoir* qu'elle a reçu la sienne moins de 48 heures après l'annonce officielle de la convention, alors que le protocole d'entente n'était pas encore signé entre les parties. On découvre que, dans certains cas, les pancartes sont installées devant des édifices fédéraux où de simples travaux de maintenance sont effectués, comme le remplacement de poignées de porte aux locaux de la GRC à Charlottetown.

Et puis, comme pour confirmer les soupçons, la députée conservatrice de Saint-Boniface, Shelly Glover, offre à l'immersion française Louis-Riel, à Winnipeg, des bouteilles d'eau portant son nom et le logo du Parti conservateur, afin de la féliciter de son bilinguisme. L'offre est déclinée et la députée accuse les journalistes de tout «tourner en scandale». «Je crois que c'est acceptable qu'un politicien soit fier d'appartenir à un parti politique. Je suis fière d'être une députée conservatrice qui essaie d'encourager les jeunes à apprendre les deux langues officielles et je vais continuer à le faire.»

#### Prendre en grippe la dissension

En tapant sur le clou de la partisanerie, l'opposition tente de développer une trame narrative en vue d'une éventuelle élection: celle d'un gouvernement conservateur qui contourne les règles pour se promouvoir ou se protéger, c'est selon. Le «pancartogate» n'est en fait que la partie visible du refus de reddition de comptes que perçoit et dénonce l'opposition.

Ainsi, elle déplore la qualité des rapports d'étape du gouvernement — faits toujours plus loin du Parlement et même jusqu'au-dessus de la Sibérie — sur le plan de relance économique à l'origine de cette publicité. Les milliards investis dans les infrastructures aident-ils à

créer ou maintenir des emplois en période de récession? Ces milliards sont-ils seulement dépensés? Même le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, n'obtient que des milliers de pages non numérisées de tous les projets financés par Ottawa, rendant les compilations et les recoupements impossibles à effectuer.

Lorsque Stephen Harper se rend à Cambridge pour effectuer un de ces rapports d'étape, il en coûte 108 000 \$. Les partis d'opposition crient au scandale et y voient un «mépris» du Parlement et de la «dissension». Ils décèlent cette même aversion de la divergence d'opinion lorsque le porte-parole du premier ministre, Dimitri Soudas, ayant agité sans fondement l'écologiste Steven Guilbault d'être à l'origine d'un faux communiqué de presse canadien distribué à Copenhague, invite M. Guilbault à s'excuser de critiquer sans cesse le gouvernement du Canada.

#### L'Afghanistan

Cette trame narrative d'un gouvernement à mille lieues de ses promesses de transparence, les partis d'opposition tentent de la développer sur d'autres fronts, en particulier celui de l'Afghanistan. Le témoignage du diplomate Richard Desjardins, selon lequel Ottawa était au courant des risques de torture de ses prisonniers une bonne année et demie avant qu'il ne modifie son entente de transfert, relance tout le débat. Le gouvernement savait-il? Non, clament les ministres de Stephen Harper et les hauts gradés de l'armée.

Les trois partis d'opposition n'en croient rien et voient, dans le refus du gouvernement de leur fournir tous les documents non censurés, la preuve qu'Ottawa a quelque chose à cacher. D'autant plus que le ministre de la Défense, Peter MacKay, a répété pendant des semaines qu'il n'y avait aucun cas de torture avéré, jusqu'à ce que la Défense nationale admette qu'un tel cas était connu depuis 2006. La tête du ministre est exigée. En vain.

Sur un autre front, les libéraux et les bloquistes partent en guerre contre les «10 %», ces délinquants que les élus peuvent envoyer aussi souvent qu'ils le désirent pour peu que leur contenu change d'un envoi à l'autre.

Les conservateurs en ont envoyé en moyenne deux fois plus que les autres députés, engendrant des coûts pour le trésor public de 6,3 millions. Le contenu de ces dépliants est dénoncé lorsque l'un d'entre eux accuse Irwin Cotler de représenter un parti antisémite, lui, un juif de Mont-Royal.

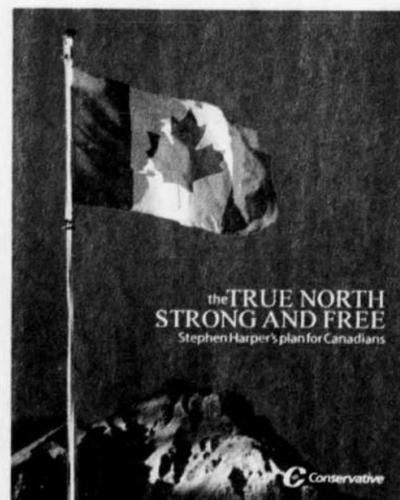
#### Des sondages déterminants

Malgré toute cette matière, le NPD maintient au pouvoir les conservateurs en octobre et les libéraux abandonnent ensuite l'idée d'essayer de renverser le gouvernement. Il est vrai que les sondages n'ont pas bougé d'un poil pour le NPD par rapport à 2008 et que, dans la foulée de ce déclenchement électoral raté — et de la querelle Denis Coderre-Martin Cauchon qui l'a accompagné — les appuis au Parti libéral du Canada sont désastreux. Mais il faut dire que ces grands débats sur la probité et la transparence ont servi de révélateur d'une désorganisation dont le nouveau chef, Michael Ignatieff, ne semble pas venir à bout.

Ainsi, dans le dossier afghan, le NPD et le Bloc québécois ont mis à contribution sans relâche leurs porte-parole respectifs en matière d'affaires étrangères et de défense (Paul Dewar et Jack Harris chez l'un, Francine Lalonde et Claude Bachand chez l'autre). Le Parti libéral, lui, a mis environ le quart de sa députation sur le coup. On a entendu tour à tour les Bob Rae, Ujjal Dosanjh, Mark Holland, Marlene Jennings, Judy Foote, Dominic LeBlanc, Marcel Proulx, Lise Zarac, Anita Neville, Brian Murphy, Justin Trudeau, Siobhan Coady, Irwin Cotler, Bryon Wilfert, Stéphane Dion, David McQuinty et Ralph Goodale s'exprimer à ce sujet. Avec pour résultat que les duos Dewar-Harris et Lalonde-Bachand se sont imposés au public, mais qu'aucun visage libéral n'est véritablement rattaché à cette question.

Ainsi, l'année 2009 se sera terminée comme elle avait commencé: sur un rebrossage politique hautement anticipé, mais finalement avorté. En janvier, c'est la coalition de l'opposition devant délester Stephen Harper du pouvoir qui s'était écroulée. En cette fin d'année, c'est la menace d'un renversement parlementaire, avec élection à la clé, qui s'est évaporée. Entre les deux, il y aura eu un Parlement inconstant, embourbé dans des histoires de pancartes et de prisonniers, mais qui aura laissé peu de souvenirs législatifs.

Le Devoir



Des similitudes ont été dénoncées entre des documents gouvernementaux et d'autres du Parti conservateur.

SOURCE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

## PERSPECTIVES

## La seringue du vaccin

Piqûre de masse pour grande frousse planétaire

LOUISE MAUDE RIOUX SOUCY

En cette année de grande frousse pandémique, pas un continent n'aura échappé à la pointe acérée de la seringue, symbole par excellence des peurs et des doutes semés par le sur-médiatisé virus de la grippe A(H1N1), qui a fait jusqu'à présent un peu plus de 11 500 morts sur la planète. Mais, au-delà des ouille, ouch et autre aïe, aïe, aïe de circonstance, on retiendra que la fine aiguille aura divisé le monde en deux camps bien campés sur leur position respective.

Avec sa pointe effilée, la seringue n'aura pas que percé des peaux. Elle aura aussi troué le tissu social en inoculant la bisbille au sein des collectivités touchées. Passe-droits, délation et autres coups de gueule auront ponctué la vaccination de masse, ici comme ailleurs. Et pas que dans les files d'attente et autour de la table familiale. Le débat aura aussi fait rage sur toutes les tribunes qui ont été prises d'assaut par les antivaccinations de toutes obédiences, des plus pragmatiques aux catastrophistes adeptes des théories du grand complot mondial.

**Cette grippe a provoqué une mortalité inhabituelle chez des sujets jeunes, dont certains étaient en excellente santé**

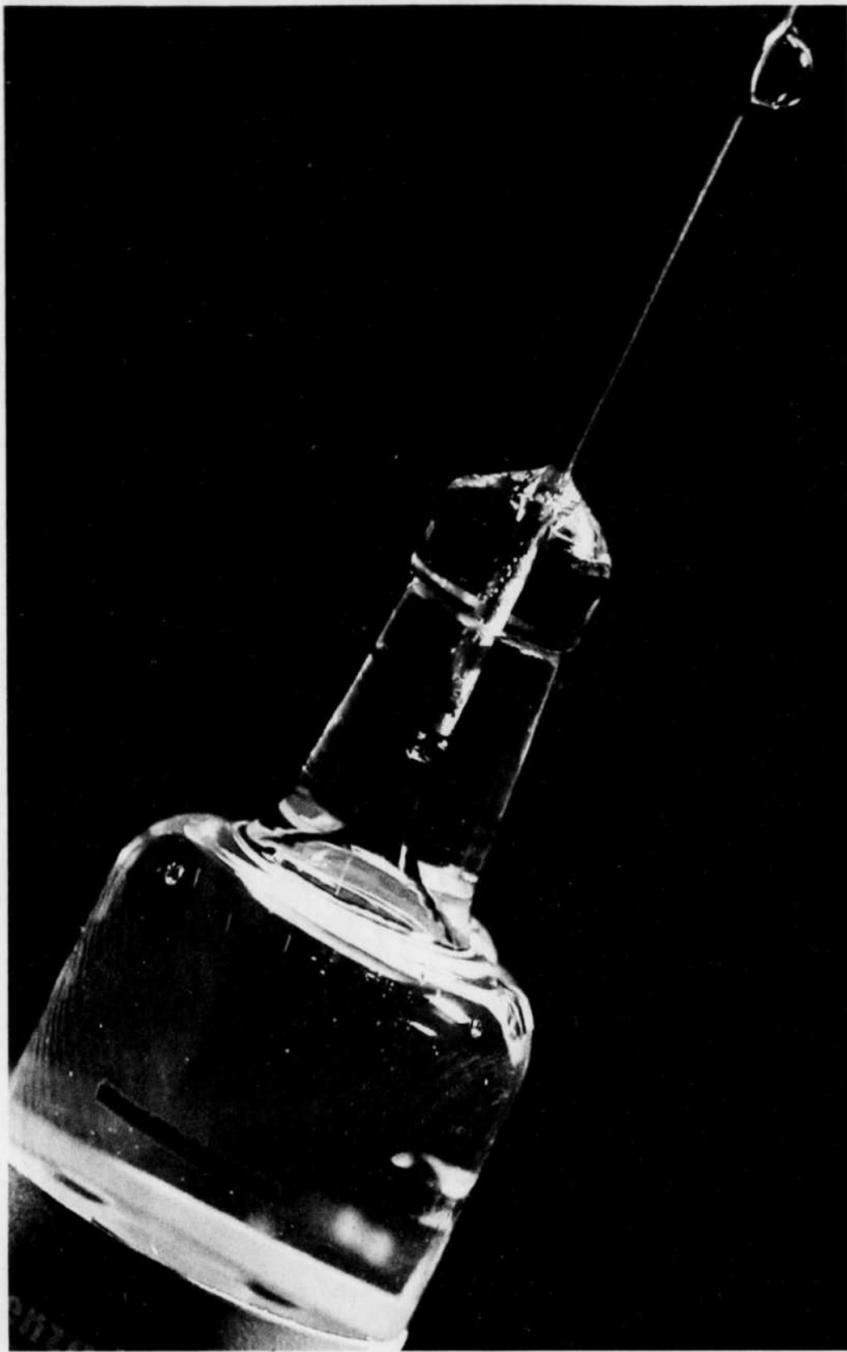
Les politiciens, toutes allégeances confondues, ont répondu à leurs doutes par l'image en retroussant leurs manches. Littéralement parlant. On les a vus en direct, biceps au vent, recevoir tout sourire l'injection controversée. Le tout ponctué de discours aux accents paternalistes, certains n'hésitant pas à rappeler la mort d'un jeune garçon, «qui aurait pu être le leur», et devenu malgré lui l'incarnation du pire dont est capable le H1N1.

D'abord signalée au Mexique, celle qu'on a baptisée grippe porcine, puis plus prosaïquement grippe A(H1N1), a été déclarée pandémie le 11 juin dernier. Elle a depuis fait son nid dans 208 pays. Et même si elle n'a pas causé l'hécatombe annoncée, cette grippe aura quand même provoqué une mortalité inhabituelle chez des sujets jeunes, dont certains étaient en excellente santé. Au Québec, 80 personnes sont mortes des suites du H1N1 depuis le 30 août dernier. Parmi elles, la moitié avaient moins de 60 ans, dont cinq n'avaient pas l'âge de raison.

## Crier au loup

D'autres décès pourraient encore survenir, insiste Québec, qui refuse de tirer quelque conclusion que ce soit avant la fin de cette seconde vague. Tout au plus convient-on que le virus est moins virulent que prévu. De combien? Bien malin qui le dira. Certaines estimations suggèrent que le H1N1 n'est pas plus mortel que la grippe saisonnière. D'autres avancent plutôt qu'il est légèrement plus. Mais, avec un peu plus de 11 500 morts, le H1N1 se classe loin derrière les trois pandémies du siècle dernier, dont la plus terrible, la grippe espagnole de 1918, aurait fait entre 40 et 50 millions de morts.

Pour les détracteurs du vaccin, ces statistiques faméliques ne justifient en rien l'orgie de milliards dépensés dans le monde pour faire face à



LUKE MAC GREGOR REUTERS

la première pandémie du XXI<sup>e</sup> siècle. À 8 \$ la dose, le Canada aura dépensé 400 millions seulement en vaccins. À lui seul, le Québec aurait déjà versé 200 millions pour alimenter ses centres de vaccination de masse. Du véritable gaspillage aux yeux de plusieurs, qui accusent les hommes

politiques d'avoir inutilement crié au loup pour un virus qui n'aura jamais atteint le potentiel meurtrier tant redouté.

Mais, pour les familles à qui le H1N1 a ouvert la porte à la Grande Faucheuse, ces statistiques justifient pleinement les efforts colossaux enga-

gés jusqu'ici. Les autorités responsables de la santé publique pensent de la même manière. D'autant qu'il est encore trop tôt pour clore le dossier, prévenait encore la semaine dernière l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en précisant que le virus se propage toujours à des «niveaux élevés» dans l'hémisphère nord. «C'est un virus dont on ne pense pas qu'il va disparaître soudainement», avait alors dit son conseiller spécial, le Dr Keiji Fukuda, qui craint une résurgence d'activité au début de 2010 et, par la même occasion, une mutation qui le rendrait plus virulent.

Mince consolation, les Québécois seront parmi les mieux armés pour y faire face, eux dont la couverture vaccinale (près de 57 %) figure parmi les plus étendues dans le monde. Rétrospectivement, malgré ses débuts cahotants, la campagne de prévention et d'immunisation contre le H1N1 aura été un succès riche en enseignements, convient le Collège des médecins du Québec (CMQ) et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ).

## D'autres dossiers

Mais, si la grippe leur paraît «parfaitement incontournable» à l'heure des bilans de fin d'année, elle ne doit pas pour autant éclipser d'autres temps forts en santé. Au premier chef, les ententes de mobilité de la main-d'œuvre en santé conclues avec le reste du Canada et la France, qui font «enfin entrer le Québec de plain-pied dans la mondialisation», rappelle le p.d.g. du Collège, le Dr Yves Lamontagne.

Sans oublier le bourdonnement médiatique ayant entouré les infirmières praticiennes, ces superinfirmières qui apparaissent de plus en plus comme le chaînon manquant capable d'insuffler une nouvelle énergie à notre système sous perfusion. Une perception partagée partout sauf en haut lieu, où on tarde encore à leur faire une place, se désole la présidente de l'OIIQ, Gyslaine Desrosiers. «On attend toujours le plan de déploiement promis par Québec.» Même frustration du côté du Collège des médecins, où les superinfirmières sont attendues avec impatience. Le Dr Lamontagne trouve d'ailleurs le Québec bien frieux sur le plan des activités partageables.

L'année 2009 aura aussi été celle de plusieurs dossiers explosifs qui auront mis en lumière les difficultés du ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, à éteindre des feux et à imposer ses vues. Tests erronés en pathologie du cancer du sein, tempête autour des conditions de pratique des interruptions volontaires de grossesse, rapports accablants contre les PPP en santé sont autant de sujets qui auront égratigné durablement son image.

Deux dossiers complexes seront enfin à suivre en 2010. Mme Desrosiers cite la loi 21 qui vient encadrer la psychothérapie, «une pièce législative majeure», qui aura «sans doute un impact certain sur le réseau de la santé et sur la population». Le Dr Lamontagne retient pour sa part la transformation de la médecine de famille en une médecine spécialisée, une transition destinée à redonner son lustre à une pratique de plus en plus désertée. Tout cela, avec la menace d'une hypothétique troisième vague de grippe A(H1N1) au-dessus de nos têtes...

Le Devoir

## L'« app », application pour téléphone intelligent

Un objet «dématérialisé» qui modifie la façon de communiquer, de s'informer, de travailler, de jouer, de cuisiner...

FABIEN DEGLISE

La capsule de couleur est certainement là pour rester. Si 2008 a été l'année du téléphone intelligent, 2009 a certainement marqué celle des applications pour services mobiles qui viennent désormais avec lui.

Généralement symbolisées par un pictogramme tenant dans un carré de couleur, ces «App», comme on dit dans le milieu, se sont en effet multipliées cette année comme les révélations sur les mains sales qui contrôlent les contrats de travaux publics au Québec. Mais les ambitions de ces microprogrammes dont Apple, avec son célèbre AppStore, s'est fait le chantre sont toutefois loin de contenir les mêmes ambiguïtés. Ces applications veulent finalement dématérialiser le monde, un fichier numérique à la fois, et ce, pour résoudre les petits problèmes de tous les jours à partir d'un simple téléphone. Rien de moins.

S'informer, communiquer, cuisiner, se repérer, jouer, trouver l'horaire du prochain autobus, acheter un livre, une chanson ou un condominium et même régler le chauffage de son appartement: les ambitions de ces applications pour téléphones dits intelligents sont démesurées. Elles trouvent aussi, depuis quelques semaines, leur expression dans une publicité largement diffusée au Québec par un marchand de sans-fil réputé qui vend un téléphone intelligent américain qui l'est tout autant: l'iPhone.

Sur papier journal, l'écran de l'objet expose ses pictogrammes bien rangés et prêts à être activés d'une simple pression du doigt. Ces «app» font rêver. Certaines sont gratuites, d'autres pas. Elles permettent d'obtenir la liste des concerts présentés le soir dans la ville où on se trouve, de corriger les fautes de ses courriels et textos, de jouer avec les Sims — un jeu de rôle très populaire à l'époque des gros ordinateurs de table — d'écouter la radio de Radio-Canada, de suivre la météo en direct, d'envoyer des cartes postales (à partir d'une photo prise avec son téléphone), d'échanger des fichiers entre deux propriétaires de iPhone d'un seul coup de poignet, de trouver une recette pour le repas du soir...

## Un modèle à redéfinir

La liste est bien sûr loin d'être exhaustive. Et comment! À la mi-décembre, soit près d'un an et demi après son ouverture dans les univers virtuels, l'AppStore, le magasin en ligne du géant américain de l'informatique et artisan hégémonique de cette prolifération d'applications en format mobile, a franchi en effet la barre des 115 000 applications mises à la disposition des accros du portable. Il n'en existait que 500 à son ouverture.

Le rythme est effréné. Désormais, les 30 millions de consommateurs qui fréquentent ces lieux — c'est quatre fois la population du Québec — s'exposent à près de 8000 nouveaux programmes chaque mois, au-delà de 260 par jour. Des «app» qui cherchent à s'immiscer dans toutes les strates de la culture (jeux, diffusion de films, visite de musée, écoute de la télé, lecture du dernier bouquin à la mode ou du quotidien du coin), mais aussi de l'activité humaine (socialisation en ligne, gestion d'équipement à distance, appel d'un taxi).

Fier de son coup et de son succès, Apple sourit et professe sa vision d'avenir: «Avec le iPhone et l'AppStore, je crois qu'il y a là une possibilité de redéfinir le futur», a résumé récemment Greg Joswiak, vice-président marketing de l'empire de la pomme, dans les pages de la publication en ligne Edge, spécialiste du jeu.

## Un nouvel ordre économique

La formule est prétentieuse, mais pas forcément erronée, au regard des transformations qu'imposent désormais ces «app» dans le monde des affaires et de la création. La question n'est plus de savoir quelle entreprise a la sienne, mais plutôt d'identifier celle qui n'en a pas.

À ce jour, près de 125 000 créateurs de programmes s'activent pour alimenter ce vaste magasin en ligne en nouveaux pictogrammes de couleur qui va permettre à l'humain de faire converger dans son téléphone des contenus auxquels il accédait jusqu'à maintenant ailleurs. Le fruit de leur travail a été téléchargé plus de



DANIEL MUNOZ REUTERS

Les nouvelles applications pour les cellulaires se multiplient.

deux milliards de fois à ce jour. Dans le cas des applications payantes, 30 % de la facture est restée dans les mains d'Apple. Le reste est envoyé au créateur.

C'est que, loin de chercher uniquement à dématérialiser leur environnement, ces applications à distribution numérique épidémique viennent également forcer le traçage de nouveaux contours autour de la diffusion des produits culturels, tout comme de la vente de produits et services.

Un doute? Avec une facilité d'accès et surtout une interface qui facilite les transactions, l'AppStore fait en effet le pari de l'achat compulsif et

adapte sa politique de prix en conséquence: la plupart des «app» s'exposent dans cet espace à des prix inférieurs à 10 \$ pour la plupart, y compris pour les jeux, dont les cartouches pour autres consoles portables, dans le monde réel et palpable, se vendent parfois quatre ou cinq fois plus cher.

La stratégie est payante. Elle cherche aussi à favoriser, comme l'a fait quelques années plus tôt le magasin de musique en ligne iTunes, l'achat au détriment du piratage, dans des espaces numériques où le tout-est-permis semble être de mise. Ce type de commerce veut aussi à fidéliser son public-cible, très vite transformé en clientèle captive toujours obligée de revenir au même endroit pour s'approvisionner en «app».

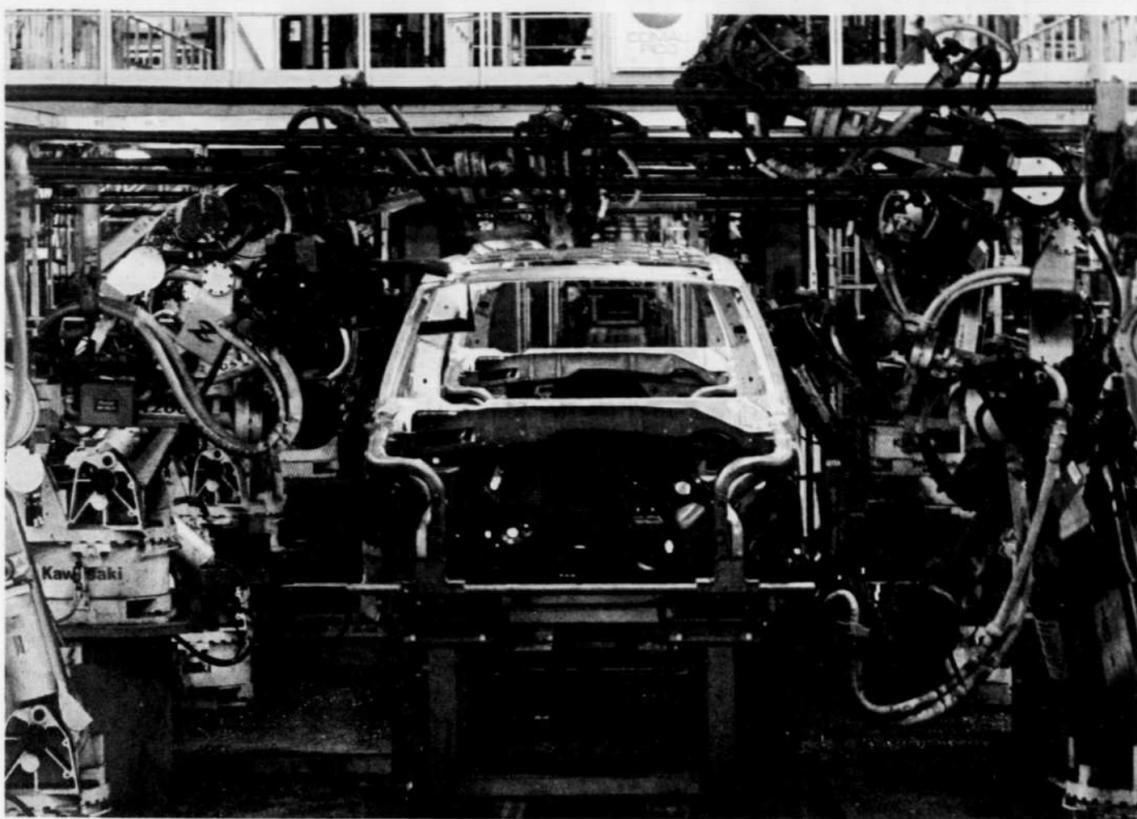
Le modèle semble toutefois commencer à se fissurer, comme en témoigne la récente montée de lait contre Apple de Joe Hewitt, créateur chargé de l'application Facebook pour téléphone intelligent. Raison de la colère: le processus de validation draconien des «app» par Apple avant la mise en ligne dans son magasin, qui commence à agacer plus d'un inventeur d'application en format nomade. Certains n'hésitent d'ailleurs plus à parler de censure et de contrôle indu de la multinationale sur ces nouveaux contenus dématérialisés.

Le quasi-monopole d'Apple sur ces «app» alimente certainement la critique, tout en soulignant à gros traits le manque de concurrence dans ce marché. Il pointe aussi le retard évident sur ce terrain des Palm Pre, Nokia, Google et consorts, qui, dans les derniers mois, ont commencé à répandre leurs propres icônes, liés à leurs propres «app», afin de détourner le regard des consommateurs des pictogrammes de l'AppStore.

But de la manœuvre: s'assurer d'avoir leur part du gâteau en 2010, mais aussi faire en sorte que la dématérialisation des contenus et leur mise en mobilité amorcent une véritable révolution dans les prochaines années. Comment? En évitant de l'inscrire dans une logique de concentration économique qui, pour le consommateur du moins, n'a pas vraiment révélé ses avantages dans les univers matériels.

Le Devoir

## PERSPECTIVES



La crise est venue en rajouter aux problèmes qu'éprouvait déjà l'industrie automobile américaine.

## Le gros 4x4

L'aide massive des gouvernements a prolongé la vie des véhicules les plus énergivores

ÉRIC DESROSIERS

Il est gros, il pollue et il consomme tellement d'essence que la moindre hausse du prix du pétrole appauvrit son propriétaire. L'avenir du gros 4x4, ou VUS ou toute appellation d'utilitaire associée, semblait déjà sérieusement compromis après la dernière flambée des prix de l'essence. L'avènement de la crise financière et économique mondiale aurait dû lui porter un coup fatal, à lui, et à au moins un, sinon deux, des fabricants d'automobiles américains qui avaient tellement compté sur lui pour se maintenir à flot. C'était sans compter sur l'aide massive des gouvernements, qui n'a peut-être fait que retarder une remise en cause plus profonde.

«L'industrie automobile américaine éprouvait déjà toutes sortes de difficultés avant la crise», explique Yan Cimon, professeur de stratégie à la faculté d'administration de l'Université Laval. Mais le problème, cette fois, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde, est venu du gel du crédit et du ralentissement économique, qui ont fait plonger la demande.

Le choc sera terrible. Les ventes de véhicules dans les pays de l'OCDE chuteront en moyenne de 20 % seulement entre septembre 2008 et janvier 2009. La baisse sera particulièrement spectaculaire aux États-Unis, avec seulement 10 millions de ventes cette année contre 17 millions deux ans auparavant. Au Canada, les chaînes d'assemblage ne fonctionnaient plus qu'à 26 % de leur capacité en janvier.

On assiste pourtant, depuis quelques mois, à une remontée des ventes de véhicules. Même les gros 4x4 se vendent mieux, profitant entre autres de l'effet à la baisse de la crise sur le prix de l'essence. De plus, contrairement à toute attente, aucun constructeur automobile n'a fermé ses portes. Pas même parmi les trois géants américains aux pieds d'argile.

## Dispendieux sauvetage

«On ne se trompait pas sur la gravité de leur situation ni sur l'impact de la crise. C'est l'ampleur de l'aide des gouvernements qu'on n'avait pas prévue», dit Yan Cimon.

Au Canada et aux États-Unis, cette aide massive des gouvernements ira principalement à General Motors et Chrysler. Washington a englouti en un an au moins 60 milliards de dollars dans les deux sociétés, dont près d'une cinquantaine de milliards seulement dans GM. Un grand nombre

d'experts estiment que le gouvernement américain a peu de chances de recouvrer toute sa mise, même après avoir vendu les 60 % des actions qu'il détient aujourd'hui dans GM. Au Canada, le total des contributions directes des gouvernements fédéral et ontarien s'élevait en septembre à près de 11 milliards \$CDN dans GM (11,7 % des actions) et 3 milliards dans Chrysler (2 % des actions).

Les gouvernements américain et canadien n'ont pas été les seuls à voler au secours de leur industrie automobile respective cette année. Le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et d'autres ont aussi mis en œuvre leurs programmes de prime à la casse, de prêts et de garanties financières, sinon carrément de subventions à leurs entreprises nationales.

Cette aide gouvernementale s'accompagnait, dans certains cas, de conditions en matière d'adoption de technologies moins polluantes, mais aussi de réduction des frais d'exploitation et des effectifs. GM a dû s'engager, par exemple, à diminuer le nombre de ses travailleurs au Canada de 57 % en cinq ans et son réseau de concessionnaires de 42 % en deux ans. Cela a mené à la fermeture de 60 des 145 concessionnaires que la société comptait au Québec, rapporte Jacques Béchar, p.-d.g. de la Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec, qui compte environ 870 membres. «Sur les 60, un grand nombre se sont convertis à la vente de véhicules usagés, une dizaine sont passés à d'autres entreprises et les autres ont fermé leurs portes. Heureusement, on ne s'attend pas à d'autres coupes.»

## Les meilleures marques

Chaque entreprise cherchera aussi à se recentrer sur ses meilleures marques et se débarrasser des autres. Signe des temps, GM vendra à une société chinoise la mère de toutes les marques de VUS: Hummer. Elle passera bien près aussi de céder sa marque européenne Opel à la Canadienne Magna, avant de changer d'avis à la dernière minute. Quant à Saab, on ne sait pas encore si elle trouvera preneur, alors que Pontiac et Saturn semblent bel et bien condamnées à disparaître. Ford reflera Ja-

guar et Land Rover à l'Indienne Tata, et Volvo à la Chinoise Geely. Entrée dans le giron de l'Italienne Fiat, Chrysler conservera jalousement, quant à elle, sa marque-phare et le 4x4 des 4x4: Jeep.

Le fait que Chrysler et GM n'ont pas pu éviter de se placer sous la protection de la loi sur la faillite ne semble pas avoir autant terni leur image auprès des consommateurs qu'on ne l'avait d'abord craint. Cela tient sans doute en partie au fait qu'elles en sont ressorties presque aussi vite, soit après seulement 42 et 36 jours respectivement, disent les experts.

## La mort du 4x4?

Les milliards injectés par les gouvernements dans les fabricants d'autos leur ont sans doute permis d'éviter le pire durant la crise, mais ils leur ont peut-être aussi épargné une cure d'amaigrissement dont ils avaient grand besoin, observait en novembre l'OCDE dans ses Perspectives économiques. Tout indique, en effet, que les rationalisations des derniers mois n'ont pas suffi pour éliminer les surcapacités de production des pays riches, où les tendances démographiques annoncent une certaine stagnation de la demande. Selon les analystes, même si les fabricants de l'Union européenne accablissaient l'impossible exploit de s'arrêter 100 % de leurs marchés intérieurs, ils devraient, par exemple, encore trouver le moyen d'écouler 20 % de leur production à l'étranger.

Or la concurrence pour conquérir, et même seulement conserver, des parts de marché sera de plus en plus féroce avec l'entrée dans l'arène internationale de nouveaux fabricants, notamment chinois et indiens, prévient l'OCDE. Cette nouvelle concurrence sera d'autant plus sérieuse qu'elle apprend vite et que la lutte se fera principalement sur son propre terrain, les économies émergentes fournissant l'essentiel de l'augmentation de la demande mondiale au cours des prochaines années.

La tâche risque d'être particulièrement ardue pour les trois grands de Detroit, puisque le prix de l'essence, les contraintes écologiques, le vieillissement de la population occidentale et le budget restreint des ménages indiens ou chinois devraient favoriser la vente de petites voitures économiques qui n'ont jamais été leur spécialité et dont les marges de profit sont beaucoup plus minces.

Les principaux intéressés au Canada ne se font pas d'illusion sur l'ampleur des défis qui les attendront encore après la sortie de crise qui s'amorce dans leur industrie. «Ce sera un monde sans pitié, chaque jour et pour toujours. Je ne vois pas de lumière au bout du tunnel», soupire, il y a quelques jours, Ken Lewenza, président du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile.

N'enterrez pas le gros 4x4 et ses frères VUS trop vite, préviennent toutefois les experts. Les dernières enquêtes réalisées auprès des consommateurs américains qui se sont convertis aux voitures compactes montrent qu'ils s'ennuient du confort, de l'espace et de la puissance de leurs anciennes grosses voitures. Parions qu'ils chercheront le moyen de réconcilier leur amour pour les monstres à quatre roues et les nouvelles réalités.

Barack Obama

## Un objet d'espoir au lustre terni

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY

En campagne électorale, Barack Obama n'a pas que promis du changement et de l'espoir. Il s'est montré à la face des États-Unis et du monde entier comme l'incarnation même de ces deux idéaux. Jeune, noir, aux origines disparates, progressiste, il était le négatif de son adversaire, John McCain, et du président sortant, George W. Bush. Son bilan au Sénat était bref, ses faits d'armes en politique, peu nombreux, ses promesses, souvent vagues, mais il lui suffisait de remplir ses élégants discours de mots inspirants pour que la foule — et le monde — se soulève. Il était le changement et l'espoir. Mais, un an plus tard, éprouvé par la dure réalité du pouvoir, en temps de crise de surcroît, cet «objet» qui transpirait l'idéalisme évoque désormais le compromis. S'il n'est pas, tout simplement, insaisissable...

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, on a rapidement salué le nouveau ton insufflé par le jeune président dans sa gouvernance. Au pays: volonté de rassembler une nation polarisée, de remettre l'environnement au cœur des priorités, de réformer le système de santé et, surtout, de juguler une crise économique d'envergure. À l'étranger: renoncer à la torture, mettre la clé dans la prison de Guantánamo, tendre la main aux régimes hostiles, s'ouvrir au monde musulman, dénucléariser le monde, rétablir les ponts avec les alliés, etc. Vaste programme.

Mais, en un peu moins d'un an, l'«objet Obama», récipiendaire du prix Nobel de la paix en raison, justement, de son changement de ton gonflé de promesses, a eu le temps de perdre beaucoup de son lustre. Les Américains le lui rappellent avec force, d'ailleurs, puisqu'ils sont maintenant une majorité à désapprouver son travail. Dans les mots d'un sondeur démocrate: «Sa cote de popularité chez les Américains a descendu plus dramatiquement dans sa première année que celle de n'importe quel président récent, en partie parce qu'il était très populaire au début, mais aussi parce que les électeurs estiment qu'il n'a pas accompli beaucoup de choses.»

Le leadership Le président aurait-il donc exagéré en s'accordant un B+ lors de son entrevue avec Oprah Winfrey? «Je pense qu'Obama a eu l'audace d'espérer — pour reprendre le titre de son ouvrage — mais qu'il n'a pas eu l'audace de gouverner comme il l'avait promis», opine Frédéric Gagnon, directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à l'UQAM. «Il a fort à faire pour prouver qu'il est le Franklin D. Roosevelt ou le Lincoln que tous attendaient.»

Un manque de leadership, donc, qui a été notamment visible dans le long processus ayant mené à l'adoption d'une nouvelle stratégie en Afghanis-

tan. Plus que de vouloir peser et soulever chacun des avis exprimés par ses conseillers, le président a désiré plaire à tout le monde plutôt que d'être guidé par ses propres principes, estime M. Gagnon. Des soldats en renfort, pour les républicains, un retrait annoncé des troupes dès 2011, pour les démocrates... «Obama a l'attitude d'un intellectuel qui cherche des solutions en tons de gris, au lieu d'être le jusqu'au-boutiste qu'on avait cru voir pendant la campagne», résume-t-il.

Le magazine *The New Republic*, qui avait appuyé avec enthousiasme la candidature d'Obama, tire un bilan similaire de sa première année passée à la Maison-Blanche. «Malgré tout l'enthousiasme pour Obama, il manque quelque chose. Une présidence qui est née dans l'idéalisme en a fait bien peu preuve», écrit-on en editorial.

## Idées fuyantes

Alors, qui est Obama? Quelle est la «vision thing» de ce soi-disant idéaliste? En politique étrangère, par exemple, spécialistes et chroniqueurs se chamaillent à savoir s'il ne serait pas plutôt un réaliste,

«Parfois, Obama est accusé d'être un idéaliste mou et parfois d'être un réaliste dur»

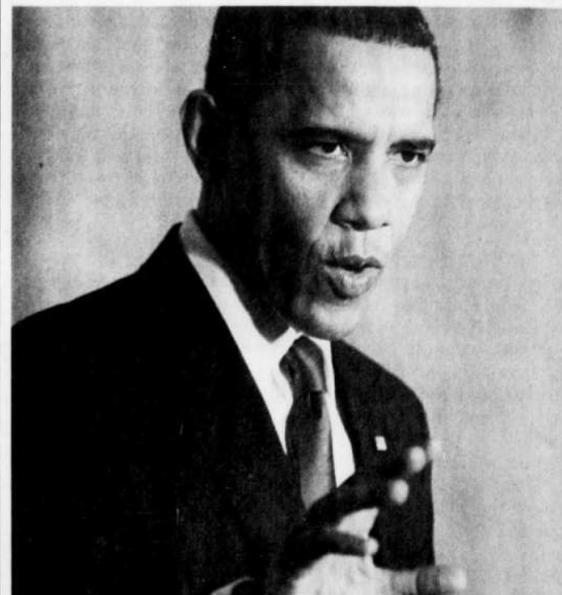
un pragmatique ou même un néoconservateur (!), depuis que le «neocon» William Kristol a écrit son article laudatif sur le discours prononcé par Obama lors de la remise du prix Nobel. *The Economist* se demande, pour sa part, s'il existe une «doctrine Obama». «Parfois, Obama est accusé d'être un idéaliste mou (par exemple, pour avoir tendu la main à l'Iran et à la Corée du Nord, à qui il a envoyé une lettre), et parfois d'être un réaliste dur qui n'accorde pas beaucoup d'importance aux droits de l'homme. Quand l'Iran est tombé à bras raccourcis sur les manifestants en juin, il a tué ses critiques, de crainte de nuire aux négociations sur le nucléaire. [Et] son gouvernement a fait peu de cas des droits de l'homme en Chine.»

Tout récemment, par contre, le dénouement du sommet de Copenhague et l'adoption au Sénat d'un projet de loi sur la réforme de la santé montrent peut-être la propension plus forte d'Obama au compromis. En négociant un accord non contraignant et bien en dessous des attentes au sujet du climat et en donnant sa bénédiction à un projet de réforme des soins de santé moins ambitieux que ce qu'il envisageait, le président a fait preuve de pragmatisme plutôt que d'idéalisme. Les démocrates les plus à gauche crieront à la trahison ou à l'échec, mais la Maison-Blanche prétend qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras. Et qu'il ne s'agit que d'une première manche. Pour ce commentateur du *Christian Science Monitor*, la cause est entendue: «Le président qui est arrivé en poste en promettant du changement a finalement embrassé le compromis en tant que marque de commerce de son gouvernement.»

Le Devoir



Les Américains s'ennuient de leurs anciennes grosses cylindrées.



JIM YOUNG REUTERS

Barack Obama a eu un début de mandat difficile.

Le Devoir

# ÉDITORIAL

Dix ans déjà

## Un monde ébranlé

Une décennie, on le voit par le dossier que vous présente *Le Devoir* aujourd'hui, offre trop de facettes pour se raconter en quelques mots. Mais nul ne niera que ce XXI<sup>e</sup> siècle naissant ne ressemble plus à ce qui l'a précédé. Les problèmes sont immenses, rêver mieux est difficile. Et pourtant, l'espoir demeure.

**C**e début de siècle aura été celui des attentats. Rien n'aura autant marqué la façon d'appréhender le monde — du positionnement identitaire à l'implication guerrière, de l'imaginaire aux déplacements concrets — que ce spectaculaire 11 septembre 2001. Les bombes de Londres et de Madrid, les morts en Irak et en Afghanistan, sont venus en écho, et la décennie se boucle avec cet attentat raté dans un avion à Noël.

Une vague d'attentats en sol européen avait aussi caractérisé le début du siècle précédent. L'impatience politicienne transforma le dernier, celui de 1914, en déclencheur de la Première Guerre mondiale. Preuve qu'alors comme aujourd'hui, l'ampleur de nos drames collectifs dépend au final des réactions politiques. Hélas, le XXI<sup>e</sup> siècle aura eu le malheur de débiter sous l'autorité de George W. Bush — va-t-en-guerre qui n'aura su que répondre par le mensonge et la confrontation aux provocations de l'intégrisme musulman. L'effet Bush reste pour le moment plus fort que la main tendue d'Obama. Mais c'est à lui, heureusement, que l'avenir appartient.

Ces premiers dix ans auront aussi été ceux de l'environnement: des constats alarmants, une prise de conscience quasi généralisée, une mobilisation réelle — de la part du simple citoyen comme dans les hautes sphères politiques et dont Copenhague, en dépit des résultats mitigés de la conférence, a été le reflet.

Les décennies qui viennent ne pourront qu'accentuer la nécessité de l'action, donc nous confronter à nos paradoxes. Recycler, réutiliser font maintenant partie de gestes quotidiens qui étaient marginaux il y a dix ans. Mais la consommation, que symbolisent les foules du *Boxing Day*, bat toujours son plein et reste le moteur de nos économies.

Il faudra aussi sortir de l'incohérence politique, au Québec notamment où le gouvernement Charest régleme les émissions de GES des véhicules automobiles, mais appuie le projet Rabaska, terminal méthanier en face de l'île d'Orléans, est laxiste dans la surveillance des mines ou l'enfouissement des déchets, timide dans son investissement éolien... Quant au gouvernement Harper, il n'est toujours pas arrivé sur la planète Terre en danger. Qui nous extirpera des sables de l'Alberta?

Cette décennie écoulée aura encore été celle de la communication, universelle, globale, déclinée sous toutes les formes, dans tous les réseaux. Le monde au bout des touches dans toute sa splendeur et sa bêtise, qui permet de suivre les manifestations censurées en Iran comme le quotidien de l'idole du jour (durée moyenne du vedettariat contemporain) ou du simple quidam qui ne cache plus rien à ses amis virtuels.

La planète est maintenant un vaste terrain de jeux, de découvertes, d'expérimentation: jamais les gens — les jeunes particulièrement — ne se sont autant déplacés; jamais, sur tous les continents, n'a-t-on eu autant de possibilités d'échanger — certes des banalités d'abord, puisqu'ainsi va la vie, mais aussi de faire circuler savoirs, informations, réflexions. Pour démêler le bon grain de l'ivraie, l'outil reste toutefois le même: la formation, la scolarisation, éternels grands défis des siècles qui se succèdent.

Ces dix ans passés n'auront pas été ceux des pauvres gens. Les vrais pauvres d'abord, ceux qui n'arrivent pas à bien se nourrir, se loger, se vêtir, et dont on ne parle plus qu'au moment des guignolées. Ici même, au Québec, 15 % des enfants vivent dans le besoin, un pourcentage qui grimpe à 25 % chez les jeunes autochtones, alors qu'il n'atteint pas 5 % dans les pays scandinaves. Les gouvernements, on l'a maintenant compris, n'ouvrent leurs goussets que lorsque les banques crient famine, pas pour les démunis.

A cette liste il faut ajouter les victimes de mises à pied ou de fraudes dont la vie a connu de terribles retournements à cause de l'éclatement de bulles, d'industries — forestières, médiatiques — en crise, de voleurs à cravate et d'investisseurs sans scrupule, qui ont eux aussi marqué la décennie.

Les pauvres gens, ce sont encore les oubliés des médias, comme ces civils tués en Afghanistan (2000 pour cette seule année) qui n'ont jamais droit à des funérailles officielles. Qui osera croire que ce nouveau siècle finira par voir s'apaiser la faim, la peur, la violence autour du monde?

Cette dernière décennie n'aura pas été celle du Québec, en panne d'inspiration politique au moment où il est aux prises avec de délicats questionnements identitaires, cristallisés par la tenue de la commission Bouchard-Taylor. Bien d'autres pays sont plongés dans la même tourmente, mais le cas du Québec, à cause de son histoire fondée sur la survivance, reste à part. Le Québec n'est toujours pas libre de ses choix, même pour affirmer ses valeurs les plus fondamentales, obligé en matière de langue comme «d'accommodements» de bricoler des solutions qui lui conviennent mal mais qui pourront recevoir l'aval de la fédérale Cour suprême.

En dix ans, la souveraineté du Québec est devenue un mot murmuré, l'indépendance un tabou, comme s'il fallait se contenter de la reconnaissance de la nation québécoise aux Communes, et des quelques éclats de voix qu'ose le premier ministre Jean Charest à l'endroit du fédéral quand il est à l'étranger. Pourtant, le Québec, économiquement viable, linguistiquement et culturellement différent, socialement progressiste, a tous les atouts pour devenir un pays d'avenir du XXI<sup>e</sup> siècle, si ce n'est le courage de collectivement l'accepter.

Ce XXI<sup>e</sup> siècle définitivement entamé aura finalement pour assises l'incertitude et l'accélération. Les bilans dressés en cette fin 2009 sont étourdissants: nous ne vivons plus aujourd'hui comme il y a dix ans. Prendre l'avion est devenu une épreuve; l'ordinateur est aussi répandu dans les maisons qu'autrefois la télévision; le mot «twitter», inconnu il y a quelques mois, est maintenant passé dans les mœurs; nos amis ou collègues gais sont mariés; Saguenay est une ville; nous connaissons les nouveaux mots qui font peur — SRAS, H1N1 —, mais ne savons toujours pas arrêter le cancer... Aurons-nous un jour de nouveaux repères?

Nous, dans les médias, sommes particulièrement ébranlés dans notre monopole de transmission de l'information et chacun se demande qui survivra à ce grand remue-ménage. Belle coïncidence, la décennie qui vient s'ouvre avec notre centenaire: tant d'espoirs et de craintes en un siècle quant à la survie de ce journal!

Cent ans ont passé, nous sommes toujours là. Preuve que le temps finit par apaiser bien des incertitudes. Bonne année 2010 à tous.

jboileau@ledevoir.com

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE



JOSÉE BOILEAU

### LETTRES

#### Timides modifications pour les cartes de crédit

On pourrait féliciter le gouvernement fédéral d'avoir serré la vis aux émetteurs de cartes de crédit, les nouvelles normes étant applicables en 2010. Mais on peut aussi remarquer que les modifications sont bien timides. On leur exige un peu plus de clarté et certains comportements qui évitent certains pièges à cons dont ils ont abusé. Mais la plus importante modification nécessaire pour assurer la protection des consommateurs a été soigneusement ignorée pour leur permettre de continuer à s'enrichir sur notre dos: contrôler les taux d'intérêt.

Il fut un temps où une inflation galopante justifiait des taux élevés, mais ce n'est plus le cas. L'autre argument, celui du risque, est le même argument utilisé par les prêteurs usuraires. Mais quand une personne représente un trop gros risque, le meilleur service à lui rendre est de ne rien lui prêter. Réduire une telle personne à l'esclavage pour lui faire payer demain beaucoup plus que ce qu'il ne peut pas se payer aujourd'hui n'est sûrement pas une solution.

Prenez un simple 10 000 \$ et investissez-le à du 20 %, un taux considéré normal pour une carte de crédit. Il vous faudra 25 ans pour devenir millionnaire. Pour une carte de magasin, on paie parfois un taux de 33 %. À ce taux, en 20 ans, votre 10 000 \$ deviendra 3 millions. Belle retraite en

perspective... pour les usuriers légaux.  
Jeannot Vachon  
Québec, le 28 décembre 2009

#### Le budget militaire canadien

Le rapport du Centre canadien de politiques alternatives nous a récemment appris que le budget militaire canadien représente 10 % des dépenses gouvernementales, soit la somme astronomique de 21 milliards de dollars pour la dernière année financière. C'est 9,6 % de plus que l'année précédente et 15 % de plus que le budget militaire canadien de 1952-53, au plus fort de la guerre froide.

Ces milliards de dollars de fonds publics pourraient bien sûr, en tout ou en partie, servir des intérêts autres que ceux des spoliateurs du tiers-monde et des fabricants d'armes. Ils pourraient entre autres servir à la poursuite et même à l'amélioration de notre peu coûteuse Initiative canadienne d'immunisation internationale, au financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et au respect de nos engagements internationaux en matière d'assainissement et d'environnement et en vue de consacrer 0,7 % de notre produit national brut à l'aide extérieure.

Ces milliards pourraient aussi servir à maintenir et à améliorer nos systèmes publics d'éducation et de santé et à faire de nous des citoyens mieux à même de bâtir notre démocratie et d'aider nos frères et sœurs d'ailleurs à reconstruire leurs propres

systèmes publics de santé et d'éducation, ravagés, ces dernières décennies, par les détestables politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Bruno Marquis  
Gatineau, le 28 décembre 2009

#### Les conservateurs et l'environnement

Quelle somme les conservateurs ont-ils dépensée cette année pour promouvoir leur Plan d'action économique? Environ 34 millions de dollars. Et quelle somme dépensent-ils pour la promotion des Jeux olympiques de Vancouver? Quelque 10 millions.

Maintenant, quelle somme ont-ils consacrée aux campagnes publicitaires liées à l'environnement depuis 2008? Exactement 0,00 \$. Quelle somme leur consacreront-ils en 2010? Exactement 0,00 \$.

Nous le savons depuis longtemps — et Copenhague l'a de nouveau montré — les conservateurs méprisent l'environnement. Ils n'ont que pour l'armée, les prisons, leur réélection majoritaire, la (sur)consommation pour relancer l'économie et le sale pétrole de l'Alberta, d'où vient Stephen Harper.

L'histoire jugera d'ailleurs sévèrement ce dernier, tandis que les générations futures s'en souviendront comme d'un écocriminel, ni plus ni moins, parce qu'il savait.

Sylvio Le Blanc  
Montréal, le 28 décembre 2009

### REVUE DE PRESSE

#### Rester sur sa faim

Manon Cornellier

**U**ne certaine morosité flotte sur Ottawa. La classe politique décroît, comme en témoignent plusieurs textes. Dans deux textes publiés en rafale cette semaine, Jeffrey Simpson, chroniqueur du *Globe and Mail*, rend bien cet état d'esprit. Il s'inquiète de «l'incapacité ou de l'absence de volonté de débattre sérieusement, encore moins de s'attaquer aux plus importants défis économiques et sociaux. [...] Comme si le pays était sur le pilote automatique.» Simpson énumère: le vieillissement de la population et son impact sur les finances publiques, la place du Canada dans le monde, la politique énergétique, l'immigration, la pauvreté encore trop répandue, les changements climatiques. Dans ce dernier dossier, la seule tentative de débat sérieux a eu lieu lorsque Stéphane Dion a proposé sa taxe sur le Stéphanie, que les électeurs, convaincus par les conservateurs, ont rejetée. Depuis, l'attribution d'un prix aux émissions de carbone a rejoint la santé, les affaires autochtones et l'avenir de la mission en Afghanistan dans la catégorie des sujets tabous. «On dit qu'avec une crise vient une occasion. La récession était une crise économique à court terme de laquelle, en théorie, aurait pu émerger une réflexion plus fondamentale. L'année a plutôt été dominée par des annonces de dépenses, des publicités négatives et stériles, des débats partisans, sans qu'on souffle mot de la direction à prendre pour que le Canada évite la marginalisation à l'étranger et la stagnation à la maison.»

Simpson note que, «ces jours-ci, et depuis un moment déjà, nous souffrons d'une indigestion de patriotisme bruyant et d'une perte plutôt sévère de sens critique», ce qui rend difficile la tenue de débats sérieux. Les poli-

ticiens ne sont pas les seuls responsables de cet état de fait. Simpson critique les économistes qui, en grande majorité, sont incapables de voir au-delà des cotes boursières et des statistiques sur la croissance. Il s'en prend aux médias sur lesquels les citoyens comptent pour s'informer. Le diffuseur public n'est plus que l'ombre de lui-même, la presse écrite est obsédée par sa survie, tout le monde réduit les effectifs, se concentre sur la nouvelle locale et s'éparpille sur la Toile, dans «une évanescence générale». La télévision, qui domine la couverture politique, privilégie les calculs politiques et la recherche de gagnants et de perdants. «Des questions fondamentalement sans intérêt pour les citoyens qui veulent savoir ce que les choses signifient pour eux et leur communauté.» Selon Simpson, les médias s'éloignent ainsi des citoyens, qui, eux, se désintéressent de leurs instances politiques. Et cela ne fait que s'aggraver quand le gouvernement transforme chaque débat en attaques personnelles, comme ce fut le cas sous Harper. Qui, dans ce contexte, sera tenté de débattre sérieusement des enjeux?

Carol Goar, du *Toronto Star*, blâme plus directement les conservateurs. Elle s'insurge contre l'érosion discrète et sans débat de certaines de nos instances démocratiques. Depuis que Stephen Harper a pris le pouvoir en 2006, dit-elle, il s'est employé à neutraliser les garde-fous mis en place pour protéger le public. Il a évincé l'ancienne présidente de la Commission de la sécurité nucléaire. Il refuse de renouveler le mandat des dirigeants d'organismes de surveillance qui ont osé critiquer son gouvernement. Il a publiquement contesté l'autorité ou la compétence de fonctionnaires du Parle-

ment. Il a marginalisé la presse, muselé ses députés et ministres, paralysé des comités parlementaires, coupé les vivres à des organisations qui ne partageaient pas son idéologie. Elle critique la faiblesse des partis d'opposition qui ont rendu la vie facile aux conservateurs, mais «nous avons laissé faire», dit-elle. Et nous pouvons continuer. «Nos instances démocratiques ne s'écroulent pas en une nuit. Elles vont seulement s'affaiblir, nos gouvernements, devenir plus inexpugnables, et nous, plus cyniques.» Goar préfère plutôt que les citoyens réagissent pour «renverser ces changements avant qu'ils ne deviennent permanents».

Ces constats déprimants n'empêchent pas le premier ministre Harper de terminer l'année au sommet des palmarès politiques de l'année 2009 et de la dernière décennie qu'on réalisera plusieurs médailles. C'est le cas de John Geddes, du *Maclean's*, qui associe Stephen Harper à deux des cinq plus importants événements politiques de la décennie: la fusion du Parti progressiste-conservateur et de l'Alliance canadienne, à l'automne 2003, et l'élection du gouvernement conservateur, le 23 janvier 2006.

Selon Lawrence Martin, qui écrit dans le *Globe and Mail* et *Metro*, Harper a terminé l'année en contrôle. Il a traversé la récession, évité une élection, accru l'emprise de sa machine politique et fait oublier son flirt avec la mort à la fin de 2008. Mais l'année 2009, dit Martin, a surtout été l'occasion de faire beaucoup de bruit, car l'échiquier politique n'a pas subi de changements importants, le chef libéral perdant peu à peu l'élan qu'il avait en début d'année.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## Faisons-nous un cadeau pour 2010: aimons la politique!

FLORENCE PIRON  
Québec

Incroyables sont les citoyens dans le monde qui pensent que 2009 leur a fait un cadeau inestimable: l'arrivée de Barack Obama à la présidence des États-Unis. Mais ce n'est pas seulement en raison de tout ce qu'il a déjà fait ou pourra faire dans les années à venir pour améliorer l'état du monde. C'est aussi parce que cet homme brillant, formé dans de prestigieuses universités, a fait le choix de la politique plutôt que celui de la finance ou des affaires, malgré les sacrifices personnels et familiaux afférents ainsi que les risques physiques qu'il encourt.

Ce choix montre que se consacrer à l'intérêt général, travailler au bien commun plutôt qu'à sa fortune personnelle et servir la «Cité» reste un idéal inspirant qui tient la route, au-delà de l'image très négative (mais, hélas, parfois avérée) du politicien professionnel qui ne songe qu'à ses performances électorales et à ses gains personnels.

**Renforcer le pilier de la participation signifie que davantage d'intelligence collective se trouvera au gouvernail de l'État**

Pour que d'autres Barack Obama apparaissent au Québec et ailleurs, pour que les femmes et les hommes élus partageant son idéal de service cessent de démissionner, pour que les plus talentueux et les plus dévoués à l'intérêt général restent, il faut que la politique se fasse aimer de nouveau, qu'elle soit un lieu vivant et chaleureux de renforcement des liens sociaux et des croyances dans les valeurs communes, qu'elle redevienne le creuset de rêves et d'espoirs d'un monde meilleur à construire ensemble. Il ne faut plus qu'elle soit (perçue comme) une arène cruelle, remplie de pièges et de déceptions, où dominent le conservatisme, l'ennui, l'immobilisme, la peur du changement, le mensonge et l'hypocrisie.

Comment faire?

## Plaisir civique

Commençons par aimer et faire aimer les projets de loi pour ce qu'ils expriment de nos aspirations collectives et apprenons à en discuter avec plaisir et bon sens. Un projet de loi, quel qu'il soit, n'est pas (ne devrait pas être) qu'un texte ennuyeux et austère, incompréhensible par le commun des mortels, parfois menaçant car chargé de difficultés pour tous ceux qui devront l'appliquer ou s'y «assujettir».

Un projet de loi est avant tout le symptôme d'un projet collectif visant à remodeler notre société afin qu'elle soit plus juste, plus vivable, plus heureuse. Rappelons-nous encore et toujours l'extraordinaire consultation menée au Québec parmi les plus démunis par Vivian Labrie et ses collègues, pour préparer collectivement le texte d'un projet de loi qui aboutira finalement à l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2003).

## Itinérance et santé mentale

## De l'espoir d'Ottawa?

PIERRE GAUDREAU

Coordonnateur, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

L'éditorial de Marie-André Chouinard intitulé «La plaie béante» et paru dans *Le Devoir* de lundi soulève avec justesse la faiblesse du Plan d'action en itinérance dévoilé par la ministre Lise Thériault à la mi-décembre. Bon nombre des 70 mesures qu'il contient sont sans moyen financier ni échéancier ou existaient déjà. Ainsi, le fait de réserver 10 % des unités de logement social pour les sans-abri est une pratique existante depuis de nombreuses années à Montréal.

Le 14 millions d'argent frais que ce Plan investira en trois ans est certes le bienvenu, entre autres pour les refuges qui en bénéficieront, mais cela sera largement insuffisant pour endiguer la croissance du phénomène. Cet automne, les ressources pour femmes sans-abri ont connu un débordement sans précédent et les refuges pour hommes vivent aussi cet hiver une fréquentation inégale. Oui, un portrait permettra de mieux comprendre, mais il ne faut pas attendre pour agir.

L'absence de vision de ce plan pour agir en amont sur les causes de l'itinérance, tels la



Barack Obama, un homme formé dans de prestigieuses universités, a fait le choix de la politique plutôt que celui de la finance ou des affaires, malgré les sacrifices personnels et familiaux afférents ainsi que les risques physiques qu'il encourt.

Imaginer un projet de loi, en discuter d'égal à égal avec des concitoyens, délibérer sur ses avantages et ses inconvénients, sur les valeurs qu'il promet, voilà un plaisir «civique», distinct des plaisirs centrés sur l'ego, mais non moins gratifiant, qui peut et devrait être accessible à tous et non pas réservé aux députés et aux membres du gouvernement.

Parler de plaisir civique n'a de sens que dans une démocratie vraiment ouverte à l'intelligence collective de la société civile, aux multiples saveurs des citoyens et à l'expression de leurs aspirations par d'autres formes que par une croix sur un bulletin de vote.

Obama l'a très bien compris, lui qui, dès le premier jour de sa présidence, a publié un mémorandum sur le gouvernement ouvert qui précise ceci: «Le gouvernement [«government»] doit être participatif. L'engagement du public renforce l'efficacité du gouvernement et améliore la qualité de ses décisions. Le savoir est largement disséminé dans la société et l'administration publique a tout intérêt à y avoir accès. Les ministères et les agences doivent offrir plus de possibilités aux citoyens de participer à l'élaboration des politiques publiques et de faire profiter le gouvernement de leur expertise collective» (<http://www.whitehouse.gov>).

## Participer

Il existe dans tout pays de nombreux citoyens qui souhaitent participer aux affaires de leur Cité sans nécessairement vouloir en faire leur activité principale en se faisant élire. Un État qui prend au sérieux leur dévouement et leurs savoirs s'efforce de proposer à ces citoyens des lieux variés de délibération et d'expression de leurs idées et de leurs savoirs, parfois accompagnés d'un réel

pouvoir décisionnel.

Des initiatives de ce genre se multiplient dans le monde. Pensons par exemple à la Californie, qui vient de mettre sur pied une commission de citoyens pour redessiner les contours de ses circonscriptions électorales, et à la ville d'Oakland, dont la commission d'éthique publique, formée de sept citoyens, surveille, entre autres, la gestion des contrats donnés par la Ville et l'activité des lobbyistes. Pensons à l'Espace citoyen d'interpellation démocratique du Mali, qui a permis aux paysans maliens de rejeter les OGM.

Dans le domaine des services de santé, la participation des citoyens peut aussi améliorer l'action publique, comme l'a compris le réseau des hôpitaux de Paris, qui est en train de mener une grande consultation publique dans Internet afin d'élaborer sa prochaine planification stratégique.

La participation accrue des citoyens ne signifie pas que les experts ne seront plus écoutés, ni que les élus (et la démocratie représentative) perdront leur légitimité au profit de la démocratie participative, non fondée sur des élections. La représentation et la participation, les deux piliers de la démocratie contemporaine, se confortent mutuellement: un élu n'a-t-il pas d'abord été un citoyen qui «participe»?

Renforcer le pilier de la participation signifie que davantage d'intelligence collective se trouvera au gouvernail de l'État, que davantage de citoyens auront le souci du bien commun de leur communauté, que les débats publics seront plus nombreux et plus intéressants, permettant des décisions prises en meilleure connaissance de cause.

Dans un tel État, on peut espérer que le plaisir civique se répandra et que davantage de citoyens aimeront la politique!

pauvreté et le manque de logement, rappelle la nécessité que le gouvernement se dote d'une véritable politique en itinérance. Il doit agir sur toutes les facettes de cette question, dont la santé mentale.

À ce niveau, il faut s'intéresser aux 22 millions que le gouvernement fédéral investira à Montréal en quatre ans, avec son projet de recherche piloté par la Commission canadienne en santé mentale. Le RAPSIM, qui représente 90 organismes œuvrant auprès des sans-abri, a d'abord participé au consortium qui s'est mis en place à Montréal pour appliquer ce projet de recherche visant à stabiliser en logement des personnes itinérantes chroniques ayant de sévères problèmes de santé mentale.

## Aucune garantie

Le RAPSIM s'est retiré de ce projet au printemps dernier, car celui-ci comporte plus de problèmes qu'il n'apporte de solutions. Les personnes itinérantes qui recevront de l'aide dans le cadre de ce projet au logement et de l'accompagnement l'auront sur une base temporaire. Dans trois ans, à la fin du projet de recherche, rien ne garantira aux sujets de celle-ci que l'aide sera maintenue. Ni la Ville, pour le logement, ni l'Agence de la santé, pour le soutien, n'ont manifesté une intention en ce sens.

Plus tard encore, une partie des personnes qui seront dirigées vers ce projet ne recevront aucune aide, pour être dans un groupe témoin comparatif!

En privilégiant une aide passant par le logement privé, ce projet va à l'encontre de la pratique existante qui a démontré son efficacité, soit le développement du logement social avec soutien communautaire. Depuis plus de 20 ans, des organismes ont développé de tels projets qui ont stabilisé en logement la population visée par le projet fédéral. Il en faudrait plus...

Selon le RAPSIM comme selon beaucoup de personnes du milieu, cette intervention du fédéral aurait beaucoup mieux atteint son objectif en contribuant au développement de nouveaux projets de logements sociaux permanents avec soutien communautaire.

Pour qu'un tel choix soit fait, il aurait fallu que le gouvernement du Québec intervienne avec une vision du dossier pour que les priorités qu'il s'est lui-même données, avec son plan en santé mentale et son cadre sur le logement social avec soutien communautaire, soient respectées.

Loin d'être une bataille perdue d'avance, une telle intervention était nécessaire et gagnable. Il y a dix ans, le gouvernement du Québec avait réussi à faire en sorte que les fonds fédéraux destinés aux sans-abri, alors le programme IPAC (Initiative de partenariats en action communautaire), soient mis en place dans le respect des besoins, des moyens et des priorités du milieu.

## À quand la prochaine Révolution tranquille?

JULES LAMARRE

Economiste et géographe

ÉDITH MUKAKAYUMBA

Géographe

Maison de la géographie de Montréal

La société québécoise ne débat plus, ne manifeste plus, reste dans ses pantoufles. Même qu'elle a dû s'endormir devant la télé! Plus de grandes manifestations, devant le parlement, de ces milliers de jeunes qui exigeaient tout durant les années 1960 et auxquels on accordait ce qu'ils voulaient. Pas de milliers de personnes pauvres à réclamer à cor et à cri du travail en échange d'un salaire décent. Pas de dizaines de milliers d'immigrants hautement scolarisés à marcher gravement pour demander au Québec de respecter les promesses qui leur avaient été faites pour les attirer chez nous.

Aucune sortie pour protester contre les banquiers qui engrangent des profits records quand bien même les gouvernements doivent se porter à leur secours à coups de milliards issus des fonds publics. Pas de protestation non plus quand les banques saisissent des maisons pour les revendre, même lorsque les prêts hypothécaires qu'elles consentent sont assurés. La loi de l'offre et de la demande? Mais c'est pour les autres! Et toujours de la façon la plus impitoyable qui soit.

Pas d'indignation collective quand on apprend que le gouvernement Harper s'acharne sur toutes les tribunes internationales à défaire la réputation du Canada. Mais, heureusement, il y a la télévision pour nous donner une image plus riante des choses, tout en faisant la preuve que le débat est toujours vigoureux au sein de notre société, mais entre experts seulement.

## Plutôt s'en remettre aux experts

Un débat semble se dessiner sur la question du salaire minimum? Les files s'allongent devant les banques alimentaires? Les nouveaux pauvres n'arrivent plus à joindre les deux bouts avec leur salaire de misère? La crise économique nécessiterait qu'on parle de création d'emplois, une expression désormais maudite, mais qui a déjà fait la fortune d'autres libéraux, ceux de Robert Bourassa?

Plutôt, les docteurs de la H1N1 viennent obstruer les écrans de télé pour nous dire quoi faire au nom de la science. Puis, une batterie d'économistes réputés les y remplace pour déterminer, à la place de la société, quel devrait être le salaire minimum au Québec. Et personne pour se demander ce que diraient les riches si les mêmes savants s'arrogeaient le droit de fixer le salaire maximum!

Un autre débat public risque de se faire sur la question des accommodements raisonnables tout juste à la veille d'élections générales? Vite, les experts de la commission Bouchard-Taylor sont appelés en renfort pour occuper le petit écran. Et le couvercle est mis sur le débat. Non, il n'y aura pas de débat de société sur la question pressante de l'intégration des immigrants, quand bien même tout l'avenir du Québec reposerait essentiellement sur leurs épaules. Et lorsqu'on apprend qu'il y aurait peut-être collusion pour faire monter les prix dans le monde de la construction, alors on s'en remet aux policiers pour enquêter, même quand ceux-ci réclament une commission d'enquête publique sur toute cette affaire.

Au lieu de sortir les pancartes pour protester quand visiblement tout ça dépasse l'entendement, les citoyens préfèrent rester en dedans à regarder les experts débattre entre eux à la télévision. C'est que les citoyens ne peuvent aller clamer haut et fort qu'il faudrait que ça change, n'ayant rien d'autre à proposer. Avec raison, ils ont peur de se le faire dire par les experts. Dans ces conditions, que faire d'autre, sinon s'en remettre à des simulacres dérivés de débats de société?

Mais pourquoi ne pas exiger des experts qu'ils se chargent d'alimenter eux-mêmes les débats de société, comme le recommande John R. Saul? Pour le moment, tout fonctionne comme si la société faisait en sorte de ne jamais être confrontée à toute l'ampleur de son impuissance à faire advenir une société plus juste, comme disait un autre libéral. Sinon, c'est sûr, toute la société sortirait dehors en courant, au moins pour aller voter.

La démocratie a-t-elle un avenir dans une société dans laquelle le débat est barré? Avant 1960, il y a eu des gens qui n'ont pas eu peur de débattre, même si certains ont dû mettre la tête sur le billot. Il fallait bien casser le conformisme étouffant qui prévalait en ce temps-là au Québec, ne serait-ce que pour laisser de l'air à ceux qui suivraient. Aujourd'hui, c'est l'évidence, le travail est à recommencer à zéro. Alors, pourquoi ne pas se cracher dans les mains et nous y mettre enfin?

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-André Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Roux Soucy (santé), Philippe Pagnieu (pupitre); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Bazzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle: Michel Bélair (théâtre et culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (chronique), Isabelle Paire (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Precourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartouste); Andréanne Béland, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet); Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (communis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (communis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chréten (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Déziel, Veronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Fylissa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Sinarid); responsable service à la clientèle: Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisbois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjoins administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Veronique Page, Monique Proteau.

## PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO ET D'HISTOIRE

Bilan de la décennie:  
la citoyenneté québécoise recomposée

Deux fois par mois, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie et d'histoire, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant. Pour ce dernier jour de 2009, légère déroga-tion à notre formule habituelle: le politologue Jean-Herman Guay, qui dirige l'excellent site d'histoire *Bilan du siècle*, nous propose un bilan de la première décennie québécoise des années 2000.

JEAN-HERMAN GUAY

Jean-Herman Guay est professeur de sciences politiques et directeur de l'École de politique appliquée à l'Université de Sherbrooke. Il est aussi directeur de deux sites Internet d'histoire politique: *Bilan du siècle* ([bilan.usherbrooke.ca](http://bilan.usherbrooke.ca)) et *Perspective monde* ([perspective.usherbrooke.ca](http://perspective.usherbrooke.ca)), «qui accueillent jour après jour entre 7000 et 10 000 visiteurs (IP) différents».

**A**u cours des dix dernières années, la participation aux élections québécoises est passée de 78 % à 57 %, une dégringolade de 21 points. Jamais, depuis 1927, autant d'électeurs ne s'étaient abstenus. Par contraste, le souvenir de la campagne de 1981, au terme de laquelle 86 % des Québécois avaient «fait leur devoir», semble chimérique.

Après avoir rappelé ces données, il convient généralement d'afficher un air attristé et de sermonner les citoyens. D'une manière moins normative, on peut prendre ce phénomène comme point de départ pour faire un bilan décennal de l'engagement citoyen.

**C'est la faute aux politiciens!**

Pour expliquer la chute de la participation, plusieurs n'hésiteront pas à montrer du doigt les politiciens en premier lieu, et Jean Charest en particulier, dans la mesure où celui-ci domine le paysage politique québécois depuis avril 1998. Qu'on considère l'élection de 2007 ou celle de 2008, la contraction de l'électorat libéral n'est pas négligeable. En dix ans, l'hémorragie de votants libéraux a atteint 400 000 personnes. Chez les péquistes, la perte est beaucoup plus importante: elle fut de l'ordre de 600 000 personnes. Depuis 1998, le PQ a bien connu quatre chefs, mais aucun n'a provoqué de ralliement massif. Jean Charest ne serait donc pas seul dans le box des accusés...

On aurait cependant tort de croire que le charisme des porte-parole est un déterminant crucial de l'enthousiasme électoral. Lors de l'élection de Barack Obama, le taux de participation n'a connu une hausse que de 2 % par rapport à celle de George W. Bush en 2004!

D'autres diront que c'est la redondance du discours politique québécois qui est en cause. Le vieux débat constitutionnel serait dépassé; une fatigue se serait installée devant la récurrence des mêmes thèmes. Quand Lucien Bouchard a annoncé son retrait de la vie politique le 11 janvier 2001, il a constaté qu'il n'avait pas été en mesure de «raviver la flamme». Presque dix ans plus tard, l'appui à la souveraineté ne va guère mieux. Il stagne à 40 %, et les trois quarts des Québécois jugent «peu probable» sa réalisation. A propos des autres enjeux, les lignes de démarcation entre les plates-formes électorales du PQ et du PLQ sont devenues ténues, les deux partis étant conscients des limites budgétaires et des contraintes du pouvoir. «Blanc bonnet, bonnet blanc», diront les plus vieux!

Si l'essoufflement de la confrontation PQ-PLQ a sa part à jouer dans le désabusement politique, on aurait tort d'en exagérer l'importance. La dernière décennie a été marquée par la montée de l'ADQ — de 2005 à 2007 — et par sa chute brutale en 2008. Et Québec solidaire, malgré sa victoire dans Mercier, a eu moins de votes en 2008 qu'en 2007. Difficile, donc, d'attribuer tout le désabusement au bipartisme, puisque les Québécois semblent vouloir y revenir.

Convaincus que la cause de la montée des abstentions appartient plutôt aux instances politiques, il s'en trouvera d'autres pour dénoncer



Le troisième phénomène rime avec un double nom: Bouchard-Taylor. La crise des accommodements raisonnables, qui s'est amorcée en 2006 pour s'achever en mai 2008 avec le dépôt du rapport des commissaires, a permis de nommer l'existence de craintes à l'endroit de l'Autre.

le mode de scrutin. Il faut ici se rappeler que la dernière décennie a été marquée par un débat important sur la réforme du mode de scrutin, mais que les échanges entre spécialistes n'ont jamais interpellé le grand public. Il faut aussi savoir qu'en Colombie-Britannique et en Ontario, avec des arguments similaires, des débats plus vastes ont été lancés, pour aboutir au maintien du statu quo au terme de consultations populaires. Il faut enfin savoir que bien des pays dotés de régimes et de modes de scrutin différents souffrent d'un déclin analogue de la participation électorale.

En somme, si les acteurs et le système politique contribuent à la désaffection, on ne peut tout leur mettre sur les épaules.

**Un cocktail d'attitudes**

La grande majorité des recherches menées sur la participation citoyenne tracent aisément le profil des non-votants: ils sont généralement jeunes, moins scolarisés, et ils affichent des revenus plus bas que la moyenne. Tous conviennent que les attitudes y sont aussi pour beaucoup, peut-être plus que les variables sociodémographiques. Lorsqu'on collige un ensemble de données, il semble que trois couples d'attitudes seraient en cause.

■ D'emblée, on trouve une bonne dose de cynisme: «Les politiciens sont malhonnêtes!» Ou encore, en version plus tiède, moins piquante: «Les députés perdent contact avec les gens.» Selon plusieurs sondages, deux fois plus de répondants qu'il y a 40 ans sont de cet avis. S'ajoutera, dans certains cas, une posture nihiliste: «De toute façon, le monde est pourri!»

■ Dans d'autres cas, c'est une forme d'individualisme qui exerce une influence virulente: «Ça me donne quoi d'aller voter?» Pour d'autres, c'est l'utilitarisme qui provoque l'abstention: «Mon vote ne changera rien.»

■ Reste un dernier couple d'attitudes: l'épicurisme, selon lequel on n'hésite pas à soutenir que «la politique, c'est plate». «Pourquoi se taper un discours politique quand on peut en rire avec les amis!» Reste enfin un idéalisme qui dénigre tout compromis en n'y voyant que trahison: «À quoi bon voter, ils ne respectent pas leurs promesses.»

Quand plusieurs de ces attitudes se combinent selon des dosages différents, le sens du «devoir

électoral» s'effondre comme un château de cartes. Les effets assommants du cocktail ne se limitent pas au vote et au militantisme partisan, ils contribuent aussi à expliquer pourquoi les assemblées régulières des associations étudiantes et de beaucoup d'associations volontaires sont souvent désertées par leurs propres membres. Quant aux syndicats, ils souffrent du même mal.

La place qu'ils occupent dans l'actualité s'est d'ailleurs considérablement rétrécie au cours des dernières décennies.

En somme, le «Nous» a devant lui des sceptiques.

Si ces mutations de la culture politique jouent un grand rôle, il faut convenir qu'elles trouvent leurs sources dans des changements plus globaux.

**Des tendances lourdes**

Les dix dernières années ont été marquées par une omniprésence des enjeux internationaux, au détriment des enjeux canadiens et québécois: le 11 septembre 2001, bien évidemment, mais aussi la guerre en Afghanistan, celle en Irak et les élections présidentielles américaines de 2000, celles de 2004 et, surtout, celles de 2008 ont détourné l'attention de tout le monde, y compris au Québec. Le phénomène dépasse la conjoncture, puisqu'il se combine à la récurrence des sommets multilatéraux et des interdépendances économiques. Le monde est continuellement sur nos écrans! Nul doute que l'attention n'est plus là où elle était — à juste titre, probablement — dans la mesure où la souveraineté des États a été érodée par la mondialisation.

Le deuxième phénomène relève des communications: en 1999, 35 % des Québécois étaient branchés à Internet. Aujourd'hui, c'est plus du double. Les effets sont multiples: non seulement les entreprises de presse doivent se reconfigurer, mais surtout le message est différent, puisqu'il s'est fragmenté à travers les innombrables blogues ou via les nouvelles plates-formes comme Facebook, YouTube ou Twitter. Le discours sur la société n'est plus l'apanage des journalistes, des politiciens et des universitaires; il s'est démocratisé et, du coup, émiétié, favorisant ainsi une consommation culturelle personnalisée. Ici et ailleurs, la conséquence est simple: les espaces communs, partagés par l'ensemble des citoyens, sont souvent désertés au profit d'espaces

numériques sectoriels. Les partis politiques qui tentent d'offrir un message global, un projet unificateur, ressemblent alors à des éléphants dans un magasin de porcelaine.

Le troisième phénomène rime avec un double nom: Bouchard-Taylor. La crise des accommodements raisonnables, qui s'est amorcée en 2006 pour s'achever en mai 2008 avec le dépôt du rapport des commissaires, a permis de nommer l'existence de craintes à l'endroit de l'Autre. Un nationalisme identitaire, essentiellement ethnique — de droite, à maints égards —, s'est manifesté lors des audiences publiques. Le résultat en a laissé plusieurs sur leur faim: les valeurs communes soulignées ont un caractère essentiellement universaliste et la plupart des recommandations visaient plutôt le groupe majoritaire, puisque les commissaires proposaient à celui-ci un meilleur «apprentissage de la diversité» et une «meilleure intégration de l'Autre». Au terme de la décennie, l'image que les citoyens se font de la collectivité québécoise est plus «effilochée» qu'à son début. À ce chapitre, le Québec est loin d'être seul. La France, pourtant assise sur une histoire nationale millénaire, s'insère de la même manière et risque d'aboutir au même dilemme cornélien: comment préciser significativement la communauté de valeurs sans être exclusif? Ici, ce choix est d'autant plus douloureux que le Québec vieillissant a bien du mal à attirer les immigrants et à les retenir après leur arrivée. Les ententes France-Québec en matière de main-d'œuvre professionnelle représentent un baume à plus d'un égard.

Le quatrième et dernier phénomène fait le pont entre les citoyens et le pouvoir politique. Bien des mouvements autrefois omniprésents ont perdu de leur vigueur parce que les acteurs politiques ont finalement acquiescé à plusieurs demandes. Le mouvement féministe ne suscite plus le même engagement parce que les principales revendications ont été satisfaites: avortement, accès aux garderies, équité, etc. Les grandes réclamations du mouvement homosexuel ont été aussi reconnues. La Fierté gaie a désormais les allures d'une fête davantage que d'une manifestation politique. La liste des requêtes transformées en politiques publiques est longue. Leurs nombreuses victoires auraient donc aussi contribué à la mutation des engagements citoyens.

Le mouvement souverainiste souffre de beaucoup des phénomènes identifiés. Depuis 40 ans, les francophones ont pris leur place dans le monde des affaires, de la science et des arts. Les discriminations qui faisaient d'eux un «peuple de locataires» ont disparu, et ce, sans qu'ils aient eu à quitter la fédération canadienne. Grâce aux multiples batailles et aux nombreuses victoires, les «raisins de la colère» ne sont plus là pour alimenter d'une manière continue ce mouvement. Au fil des années, le souverainisme s'est contracté pour faire place à un nationalisme tranquille, toujours insatisfait du statu quo, mais pas assez pour s'unifier autour d'un projet politique fédérateur.

**Un engagement «à la carte»**

D'une manière plus générale, l'évolution des rapports sociaux marqués par une hétérogénéité radicale, insérés dans des dynamiques toujours plus vastes, rend aujourd'hui difficile le leadership politique. Les chefs des partis agissent rarement en début de processus; les forces actuelles les placent au milieu de la tourmente, souvent à la queue, contraints à l'arbitrage final. Ils ont dès lors du mal à défendre une position claire, stable et idéologiquement cohérente, ce qui fait rire les cyniques. Devant la crise économique, Stephen Harper n'a-t-il pas accepté ce qu'il rejetait, soit une injection massive de fonds publics? Jean Charest n'a-t-il pas abandonné son discours de «réingénierie»? Quant à Jean Chrétien, n'a-t-il pas redéfini la notion de mariage malgré son évident malaise?

Quand on prend en compte l'ensemble de ces éléments, la participation citoyenne est peut-être moins en recul qu'en transformation. Elle n'a certes plus les formes et la stabilité d'autrefois, mais on aurait tort d'avancer qu'elle est complètement paralysée. La dernière décennie nous a offert de nombreuses preuves de sa résilience. Le mouvement étudiant, qu'on croyait mort, a littéralement rebondi lors des manifestations et des grèves de 2005, pour retourner dans une dormance après sa victoire décisive. Le scandale des commandites a réactivé pendant quelques mois les ressorts de l'indignation souverainiste, pour se contracter aussitôt les libéraux fédéraux punis. Dans d'autres cas, les citoyens ont pris à cœur de nouveaux dossiers, et avec force. Les mobilisations effectuées pour protéger le parc du Mont-Orford en 2006-07 et pour contrer le projet de la centrale thermique du Suroit en 2004 sont des preuves patentes des nouveaux engagements citoyens.

Il est trop tôt pour être catégorique, mais la dernière décennie est probablement une période transitoire marquée par la fin d'un long cycle de revendications et l'émergence de nouvelles formes d'actions citoyennes, plus à la carte que jamais. Tout compte fait, le déclin de la participation électorale n'est peut-être pas tant le symptôme d'un mal incurable que le signe avant-coureur d'une recomposition de la citoyenneté.

■ Des suggestions, des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com)



Jean-Herman Guay

COLLECTION DE L'AUTEUR